



iram



Journée d'études 2023

Développement économique et cohésion sociale en
République Centrafricaine

Le 8 février 2023, Centre international Galaxy, Bangui

Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
49 rue de la Glacière - 75013 Paris - France
[Paris]: +33 (0)1 44 08 67 67
[Montpellier]: +33 (0)4 99 23 24 67



Sommaire

Note de cadrage p.3-7

Programme de la Journée d'étude p.8-9

Biographie des intervenants p.10-12

Présentation des organisations p.13
à l'origine de cette journée

Présentation des projets p.14-15

Note de cadrage

Développement économique et cohésion sociale en République centrafricaine

I. Éléments de contexte :

La situation en République centrafricaine reste marquée par des tensions importantes, suites de la crise qui a débuté avec l'offensive des Selekas en décembre 2012, qui s'est poursuivie en 2013 et 2014 avec des combats de plus en plus durs avec les groupes anti-balaka, suivis d'une période de calme précaire entre 2015 et 2020 marquée par des épisodes de violence relativement localisés. A la fin de l'année 2020, le processus électoral a été marqué par une reprise des hostilités, avec notamment la constitution de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), qui regroupent différents groupes armés (Sélékas et anti-balaka) opposés au régime en place à Bangui.

Tous les indicateurs de développement (sécurité alimentaire, santé, droits) sont au rouge. En janvier 2021, le HCR a comptabilisé encore plus de 632 000 réfugiés centrafricains en dehors du pays, et plus de 630 000 déplacés internes (plus de 1,2M au total, soit près d'un quart de la population centrafricaine).

L'Etat, absent d'une grande partie du territoire, a d'énormes difficultés à fournir à ses populations les services les plus basiques. Les divers groupes armés, tout en poursuivant la guerre et les exactions contre les civils, se partagent l'administration d'une grande partie du territoire et organisent le pillage des ressources agricoles, minières et pastorales.

Après une longue phase de déclin ou de stagnation depuis les années 90, le PIB par habitant est aujourd'hui à peine supérieur à celui au lendemain de l'indépendance (de l'ordre de 500 dollars par habitant en 2020).

Depuis les mutineries de 1996-97, les troubles militaires à répétition ont à la fois été alimentés par cette crise économique et l'ont aggravée. La guerre civile de 2012-14 n'en est que le dernier épisode, le plus violent, de cette histoire. Mais les blessures ouvertes semblent cette fois profondes. A l'échelle nationale, le pays est fragmenté entre le territoire contrôlé par les autorités de l'État (Bangui et, partiellement et de manière précaire, le quart sud-ouest du pays) et les territoires maîtrisés par les différents groupes armés.

A l'échelle locale aussi, les territoires sont fragmentés entre quartiers chrétiens et musulmans ou entre les axes principaux sécurisés et les zones reculées livrées à l'insécurité.



Sur le plan social, les Centrafricains sont divisés suivant des lignes de fractures ethno-religieuses. Aux exactions commises par les groupes armés revendiquant le mandat de protéger un groupe social spécifique se sont ajoutées les spoliations des maisons, des commerces et des terres. La confiance est rompue entre les « communautés », y compris au niveau du quartier ou du village. Le tissu économique est déchiré. Les filières agricoles, sources de richesses historiquement pour les producteurs et le pays (coton, café), sont aujourd'hui déstructurées. Les infrastructures économiques et de transport sont délabrées. Les institutions, comme les services techniques de l'État ou les organisations de producteurs, sont largement déconsidérées ou affaiblies. Le défi que représente pour la société centrafricaine la réinvention de nouveaux liens entre les groupes sociaux et entre la société et l'Etat reste immense.

Les interventions de l'Iram en RCA

L'Iram a mené ses premiers travaux en RCA dans les années 60, mais y intervient de plus en plus depuis les années 2010. En particulier, depuis 2014-2015, l'Iram a mené plusieurs projets long-terme :

- le projet Appui au Renforcement des Capacités des OSC et Autorités locales dans le cadre des Pôles de Développement (2014-2018, financement UE),
- le Projet d'appui au secteur de la microfinance (2018-2022, financement Bêkou via l'AFD)
- le volet national du Projet Résilience rurale (2019-2022, financement Bêkou) pour l'appui institutionnel de l'ANDE, l'ACDA, la FNEC, l'ICRA et la Chambre d'agriculture

L'Iram a également mené un certain nombre de missions plus ponctuelles : évaluations PAM, étude pour la coopération luxembourgeoise, renforcement des compétences de l'Agence centrafricaine pour l'emploi, et très récemment la faisabilité d'un Projet de Développement local dans l'Ouest pour l'AFD.

Actuellement, l'Iram participe à la mise en œuvre du **projet d'appui au développement des territoires impactés par les déplacements dans la Mambere Kadéï en RCA et en Kadéï au Cameroun, Projet I Yeke Oko**, dans le cadre d'un consortium piloté par la CRF, et financé par l'AFD, qui fait suite au processus de relance du dialogue local dans la Mambere Kadeï (2017-18, MAE).

Enfin, sur la base de ces divers expériences, l'Iram a mis en place en partenariat avec l'ONG Echelle une Plateforme de Ressources en ligne (devlocal-rca.org) sur les questions de développement local en RCA.



II. Enjeux et objectifs de la Journée d'étude

Dans ce contexte, le rétablissement des liens sociaux, entre les communautés comme au sein des communautés, apparaît comme un impératif pour installer la paix et le développement dans la durée. Les besoins des populations centrafricaines sont énormes. En 2021, OCHA parle de 2,8 millions de personnes qui auraient besoin d'aide humanitaire, soit la moitié de la population environ. L'aide alimentaire, la réhabilitation des infrastructures, le renforcement des services de l'Etat, etc. Toute l'aide consentie depuis 2014 risque de rester vaine, et même pourrait exacerber les tensions, sans un nouveau contrat social permettant de rétablir la confiance.

Compte-tenu de l'expérience de l'IRAM et de ses partenaires en République Centrafricaine, et avec l'éclairage d'autres acteurs et d'autres expériences, il s'agit d'examiner la question de la contribution des projets d'appui au développement économique local au rétablissement des liens sociaux dans les zones rurales en période de turbulence¹.

Il s'agit notamment d'aller au-delà de la vision un peu simpliste suivant laquelle les projets d'appui au développement économique, en offrant des perspectives en matière d'emplois, viendraient briser le cercle vicieux qui conduit les jeunes à s'engager dans des formes de violences qui alimentent les tensions intercommunautaires, mais de positionner plutôt la contribution des « projets » dans le cadre de la participation à des dynamiques endogènes, portées par les acteurs locaux.

En effet, une action de développement économique ne peut s'appuyer que sur les volontés, individuelles ou collectives, de celles et ceux qui continuent à croire en l'avenir. Or, faire l'hypothèse de la capacité des productrices et des producteurs de penser et investir dans des solutions adaptées à leurs contraintes s'avère plus exigeant que de fournir des solutions sous la forme de paquets techniques et organisationnels définis. Ce positionnement, en accompagnement de dynamiques locales, pose des défis méthodologiques encore plus complexes dans des campagnes meurtries par les violences.

Comment identifier les innovations techniques et sociales porteuses ? Comment mobiliser les ressources locales existantes pour favoriser des dynamiques de développement pérennes ? Comment garantir leur viabilité dans un contexte particulièrement instable ?

En complémentarité de l'accompagnement technique des projets économiques, une attention particulière doit être également accordée aux institutions qui portent le développement économique des territoires ruraux. En effet, les institutions officielles, les collectivités locales et les services de l'État sont probablement, à terme, celles qui sont les plus légitimes pour jouer ce rôle. Or, elles ne sont pas en capacité, à l'heure actuelle, de représenter et accompagner de manière inclusive l'ensemble des catégories de la population : agriculteurs et éleveurs, hommes et femmes, de toutes les générations, groupes ethniques marginalisés.

¹Le mot turbulence est tiré d'une note d'André Marty de 1997 « *Un impératif : la réinvention du lien social au sortir de la turbulence. Expériences du Nord Mali, approches théoriques et problèmes pratiques* ». Bien que ces réflexions soient basées sur l'analyse d'un contexte géographique et historique différent, elles sont apparues encore utiles pour nos travaux contemporains en Centrafrique.



Les projets, dotés d'importantes ressources financières mais également symboliques, génèrent souvent des institutions ad hoc. Mais pour assurer leur ancrage dans la société locale, là encore il s'agit de s'appuyer sur les liens sociaux, même ténus, qui ont subsisté.

Comment identifier ces liens qui résistent dans une société civile affaiblie ? Comment les valoriser sans plaquer des institutions artificiellement inclusives sur une société fragmentée ? Comment maintenir le lien avec les institutions légales officielles même très affaiblies ?

Et finalement, comment faire de ces dynamiques économiques des facteurs de liens et de dialogue entre les communautés et entre les populations et leurs autorités ?

III. Trame de la journée d'étude

En juin 2021, une journée technique interne à l'Iram a été organisée afin de prendre du recul sur nos différentes interventions en République Centrafricaine et commencer à alimenter nos réflexions en vue de nos futures interventions.

En s'appuyant sur les résultats de cette réflexion collective, en capitalisant les expériences accompagnées par l'Iram mais également en les mettant en perspective avec les approches d'autres opérateurs de développement et avec la vision des acteurs centrafricains, l'objectif de cette journée est d'associer à la réflexion tous ceux qui partagent, à divers titres, ces questionnements : chercheurs, opérateurs de développement, représentants de l'administration centrafricaine, société civile, ONG internationales, bailleurs de fonds, etc.

Afin d'aborder ces différents enjeux, cette journée s'organisera autour de 3 temps : 1) analyser la trajectoire historique des systèmes sociaux et économiques dans les zones rurales, 2) s'interroger sur les interventions et les enjeux méthodologiques qu'elles représentent du point du développement économique et de la reconstitution des liens sociaux à l'échelle locale, 3) analyser le positionnement des acteurs nationaux dans le contexte actuel de "sortie de crise" et en particulier sur la manière dont les expériences locales peuvent nourrir les réflexions à l'échelle nationale.

Partie introductive : Trajectoire de dynamiques de développement rural en RCA

En introduction, pour ancrer nos réflexions dans la réalité concrète de ce que représente la crise pour les populations rurales centrafricaines, et en se basant sur les résultats des travaux de l'Observatoire des Résiliences, on propose de reconstituer parallèlement les trajectoires de populations d'agriculteurs et d'éleveurs de l'Ouest de la République centrafricaine pendant ces années de « crise » que le pays a traversées. On essaiera de comprendre les stratégies que déploient les productrices et les producteurs pendant le plus fort des turbulences et on analysera quelle est la nature des liens sociaux qui sont maintenus malgré tout.



Partie 1 : Accompagner la reconstitution des liens sociaux via le développement économique local

La dernière crise a contribué à affaiblir très fortement les liens sociaux entre les communautés, notamment en milieu rural, entre agriculteurs et éleveurs, d'autant plus qu'elle a conduit au départ massif et généralisé des éleveurs centrafricains dans certaines régions, comme dans les préfectures de l'Ouest, dont la Mambere Kadéï, où l'Iram travaille depuis 2017. Les retours progressifs des éleveurs nécessitent de travailler sur la reconstitution des liens sociaux, afin de prévenir d'éventuelles nouvelles tensions liées à ces retours. Cette reconstitution des liens passe par une approche progressive de relance de dialogue, et nécessite d'identifier les enjeux et les acteurs clés à associer autour de ce dialogue.

Il s'agira donc dans cette session de revenir sur l'expérience menée dans la Mambere Kadéï depuis 2017 et ses résultats aujourd'hui. Nous verrons comment la reconstitution des liens sociaux passe notamment dans cette région par un travail innovant autour de la gestion des espaces agro-pastoraux, mais également par des réflexions collectives à mener sur le développement, notamment économique, du territoire. Il s'agit de mettre en débat nos approches et de les mettre en perspective avec celles d'autres opérateurs de développement agissant dans d'autres régions rurales de la Centrafrique, notamment Action Contre la Faim et Concordis.

Des présentations courtes permettront de saisir comment chaque opérateur se saisit de ces enjeux aussi bien techniques qu'institutionnels. Ces interventions sur 2 cas d'études spécifiques seront suivies de tables-rondes réunissant des acteurs locaux et des chercheurs, experts, universitaires pour nous aider à prendre de la distance et questionner ces expériences concrètes.

Partie 2 : Nourrir des réflexions stratégiques à l'échelle nationale sur la base des dynamiques locales

Enfin, il s'agira de réfléchir à la manière dont ces initiatives menées à l'échelle locale peuvent nourrir le processus de consolidation de la paix et les réformes en cours (notamment dans le domaine de la décentralisation et celui du développement agro-pastoral) au niveau national.

Elle débutera avec des présentations des représentants de deux ministères (le Ministère de l'Agriculture et du développement rural et le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement local) et de deux bailleurs (Union Européenne et Agence Française de Développement). Ils apporteront un éclairage spécifique sur l'enjeu de la réappropriation des politiques de développement par les acteurs centrafricains, en mettant notamment en discussion certaines réformes en cours, et leurs articulations avec les stratégies des bailleurs.

Suite à ce cadrage, une seconde table ronde réunira des représentants de la société civile centrafricaine et un acteur universitaire. Il s'agira ainsi de mettre en débat les positionnements des acteurs de la société civile et de la recherche dans la mise en œuvre de ces réformes nationales et de réfléchir autour de la cohérence entre les dynamiques locales et ces réflexions stratégiques à l'échelle nationale.

Programme

8h-8h30	Accueil des participants
8h30-9h	Mot d'ouverture Professeur Gérard Gresenguet, Recteur de l'Université de Bangui et Marion Anvrouin, IRAM
Partie introductive : Trajectoires des dynamiques de développement rural en RCA	
9h-9h30	Trajectoires des ménages ruraux dans la crise (observatoire des résiliences) Présentation de résultats de travaux de recherche par le Professeur Emmanuel Mbétid (Lersa) et Docteur Ibrahim Tidjani
9h30-9h45	Échanges avec la salle
Partie 1 : Accompagner la reconstitution des liens sociaux via le développement économique local	
9h45-10h15	Cas d'étude n°1 : Construire et planifier le développement économique local avec les acteurs des territoires. <ul style="list-style-type: none">• Les stratégies de développement économique mises en place dans la Mambere Kadeï, Jocelin Salomon Gbaguidi, IRAM• L'appui à la filière apicole à Bossangoa, Paulin Giraud Dipou, Action contre la faim
10h15-10h40	Pause café
10h40-11h15	Table ronde « Acteurs et initiatives locales en faveur du développement économique et de la cohésion sociale ». <ul style="list-style-type: none">• Marc Dufumier, Agronome et membre de l'association IRAM• Guy-Florent Ankogui-Mpoko, géographe, Université de Bangui et directeur scientifique du PRASAC• Julie Bétabelet, géographe, Université de Bangui
11h15-11h45	Échanges avec la salle

Programme

11h45-12h15	Cas d'étude n°2 : Accompagner la (co)gestion des espaces agro-pastoraux et promouvoir une transhumance apaisée <ul style="list-style-type: none">• La gestion des espaces agro-pastoraux dans le cadre d'un dialogue agriculteurs-éleveurs dans la Mambere Kadeï, Bervin Galibassi Gbakou, IRAM• Promouvoir la transhumance apaisée dans le nord-ouest, Concordis, par Timea Szarkova, Responsable Pays RCA
12h15 - 13h00	Table ronde « Acteurs et initiatives locales en faveur du développement économique et de la cohésion sociale ». <ul style="list-style-type: none">• Fiacre Fourier Guiago, Directeur régional du ministère de l'Élevage et de la santé animale de la Région 3 à Bossangoa,• Marc Dufumier, Agronome et membre de l'association IRAM,• Guy-Florent Ankogui-Mpoko, géographe, Université de Bangui et directeur scientifique du PRASAC
13h00-14h15	Pause déjeuner
14h15-14h45	Échanges avec la salle
Partie 2 : Nourrir des réflexions stratégiques à l'échelle nationale sur la base des dynamiques locales	
14h45-15h45	Présentation des réformes en cours en matière de décentralisation et de développement agricole, et de la stratégie des bailleurs internationaux en RCA <ul style="list-style-type: none">• David Sogbo-Ango, Chargé de mission au Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement Local (MATDDL),• Paul Doko, Chargé de mission au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR)• Jean-Christophe Maurin, Directeur de l'AFD Bangui• Union européenne
15h45-16h15	Table ronde « Acteurs de la sortie de crise » <ul style="list-style-type: none">• Martine Kessy Ekomo Soignet, Directrice de l'ONG URU,• Emmanuel Mbetid-Bessane, Professeur à l'Université de Bangui• Alain-Serge Magbe, Secrétaire exécutif à l'ONG Echelle - appui au développement.
16h15-16h45	Echanges avec la salle
16h45-17h	Conclusion de la journée Marc Dufumier et Guy-Florent Ankogui M'Poko, grands témoins

Présentation des intervenants



Détenteur d'un HDR en Sciences Economiques et un Doctorat en Economie Rurale, **Dr Emmanuel MBETID-BESSANE** est directeur du LERSA et enseignant-chercheur en Sciences Economiques à l'Université de Bangui. Il est également mobilisé en tant que consultant pour des études menées par différentes institutions (FAO, la Banque Mondiale, le PNUD, AFD...). En tant que chercheur, il a rédigé de nombreux articles sur le développement des filières agricoles et l'élevage en RCA.

Titulaire d'un doctorat en Economie, **Ibrahim TIDJANI** est spécialiste des dynamiques de résilience des populations pastorales. Après être intervenu comme enseignant-chercheur associé à l'université de Bangui, il a réalisé en qualité de consultant des études pour certaines organisations (CRS, ACF...) puis travaillé sur un projet de consolidation de la paix mené par Concordis International dans le Nord-ouest de la RCA en 2019 et 2020. Il est, depuis 2020, expert en développement économique pour l'IRAM dans le cadre du projet I Yeke Oko.



Jocelin Salomon GBAGUIDI est Géographe, spécialisé en développement local. Il a travaillé sur des programmes d'appui à la décentralisation et au développement local au Bénin, en Centrafrique, à Madagascar et au Congo. Dans ces pays, il a accompagné des Collectivités, des services de l'État, des acteurs économiques et des organisations de la société civile dans la définition, la mise œuvre et le suivi de stratégies visant l'amélioration des services publics. Depuis 2019, il est le coordonnateur Iram du Projet I Yéké Oko, basé à Berberati, après avoir déjà travaillé en RCA de 2013 à 2016 dans le développement local à Bouar, Bozoum et Paoua.



Technicien en développement rural, **Paulin Giraud DIPOU** a débuté son parcours chez ACF comme animateur communautaire en 2012, puis superviseur et responsable programme adjoint. Il a suivi plusieurs formations à l'international (sécurité alimentaire sensible à la nutrition, agroécologie). Depuis 2022, il occupe le poste de Responsable Programme Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence. Son appui à des projets de relance agricole dans la zone de Bossangoa a permis à des agriculteurs, maraîchers et apiculteurs, ainsi qu'à des associations de femmes, de renforcer l'économie locale et leur résilience.



Agronome et Professeur émérite, **Marc DUFUMIER** est spécialisé dans les systèmes agraires, le développement agricole ainsi que l'économie rurale. Il a dirigé la chaire d'agriculture comparée et de développement agricole à AgroParisTech de 2002 à sa retraite en 2011. Il a été président de l'Iram de 1987 à 1994. Depuis 2015, il a eu l'occasion de venir plusieurs fois en RCA, dans différentes régions et à l'invitation de différents acteurs (FAO, Ambassade de France, Iram...) pour travailler notamment sur les enjeux d'association agriculture-élevage.



Présentation des intervenants



Directeur scientifique au PRASAC (Pôle Régional de Recherche Appliquée au développement des Savanes d'Afrique Centrale), **Guy-Florent ANKOGUI M'POKO** est spécialisé dans la géographie rurale, la gestion de l'espace, des ressources naturelles et de l'environnement, les mobilités humaines et animales ainsi que les conflits entre utilisateurs des ressources naturelles en RCA.

Dr Julie Roselyne BETABELET est géographe, enseignante chercheuse à l'Université de Bangui. Elle travaille sur les relations entre les ressources naturelles et conflits. Elle a soutenu en 2018 une thèse à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne sur les recompositions de la mine artisanale et de l'élevage bovin au prisme des violences de 2013 en Centrafrique. Elle intervient comme consultante sur des thématiques variées (Développement local, transhumance, mine artisanale, genre et conflits etc).



Bernard BONNET est chargé de programme au sein de l'Iram. Avec une formation multi-disciplinaire de géographe, agronome et zootechnicien, il est spécialisé dans l'organisation et le développement de l'élevage ainsi que le développement local et la gestion et conservation des espaces naturels. Il intervient dans la Mambere Kadéi depuis 2017 sur les questions relatives à la gestion des espaces agro-pastoraux (en particulier dans le cadre du projet I Yeke Oko)

Timea SZARKOVA est Chargée de programme "Peacebuilding" en République Centrafricaine pour Concordis International. En RCA, le travail de Concordis International est de consolider la paix autour de la transhumance dans l'Ouham-Pendé ainsi que les sous-préfectures de Markounda, Bamingui Bangoran et Vakaga.



Fiacre Fourier GUIAGO est actuellement directeur régional du Ministère de l'Elevage et de la santé animale de la Région 3, après avoir été pendant de nombreuses années directeur régional du MESA de la région n°2, alors basé à Berberati. Il a accompagné depuis 2017 les travaux menés avec l'appui de la MINUSCA et de l'Iram sur la gestion des espaces agro-pastoraux et a accompagné notamment la mise en place des comités de gestion des espaces.

Présentation des intervenants



Maitre en gestion et en administration publique, **David SOGBO-ANGBO** est actuellement chargé de mission au Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Décentralisation et du Développement Local à Bangui, depuis 2020. Il a été précédemment DG de ce portefeuille entre 2017 et 2020. Pionnier de la décentralisation dans le pays, son expertise est très souvent sollicitée par les partenaires au développement pour développer des thématiques en lien avec la décentralisation et l'administration du territoire (PNUD, MINUSCA, ENABEL, AFD...)

Paul DOKO est actuellement Chargé de Mission chez le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural en RCA. Ancien Ministre de l'Environnement et de l'Ecologie de la Transition, et ancien directeur général de l'Agence Centrafricaine pour le Développement agricole, il montre une forte expertise dans le domaine du développement agricole et rural.



Martine Kessy EKOMO-SOIGNET est la fondatrice et directrice d'URU, une ONG soutenant la jeunesse centrafricaine pour la consolidation de la paix en RCA. Fortement engagée comme membre de la société civile, elle est membre du Conseil consultatif pour les Nations Unies, membre au conseil de Peace Direct (ONG soutenant les populations locales dans certains des environnements de conflit les plus difficiles au monde) et experte à l'Union Africaine sur le dialogue interconfessionnel sur l'extrémisme violent.

Alain Serge MAGBE est le secrétaire exécutif de l'ONG Echelle, une ONG centrafricaine qui agit en appui au développement local. Détenteur d'une Maîtrise en Géographie Rurale de l'Université de Bangui, il a développé son expertise dans les domaines de la planification de développement local, de la gestion des urgences, de la gestion des organisations, de l'aménagement des zones urbaines, périurbaines et rurales, et la gestion participative des ressources forestières.



Présentation des organisations à l'origine de la journée d'études

Echelle Appui au Développement est une organisation non gouvernementale (ONG) de droit centrafricain, créée en 2001 et engagée dans l'appui au développement auprès des organisations de la société civile et des collectivités territoriales de Centrafrique.

Elle dispose d'expériences affirmées en matière de développement local, de développement rural, d'accompagnement social et d'urgence humanitaire. Son équipe permanente et l'ensemble des experts de son réseau disposent d'une grande pratique des différents outils relatifs à l'identification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets de développement. Echelle intervient dans le cadre de projets financés par une diversité de bailleurs internationaux (Union Européenne, Banque Mondiale, le PNUD, la FAO, UNICEF, l'AFD, etc.). Echelle est implantée à Bangui (siège national) et intervient sur l'ensemble du territoire national. Ces dernières années, Echelle est notamment intervenue dans les préfectures de la Lobaye, Sangha Mbaéré, Mambéré Kadéï, la Kémo, la Nana Gribizi, la Bamingui Bangoran, Bangui, Bimbo et Bégoua.



Appui au Développement

L'Université de Bangui et son Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire (LERSA) : Le LERSA est relié à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Bangui. Le Laboratoire vise à former des étudiants de haut niveau dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'économie rurale et de l'action humanitaire. Des programmes de recherche-action, en lien avec des acteurs du développement y sont également menés.



En particulier, un projet de recherche-action a été mis en place en 2016 dans le cadre d'un partenariat entre le CLERSE (Université de Lille) et le LERSA. Le projet « Construire la Paix en RCA grâce au développement agricole » (CPDA-RCA), financé par l'Agence Universitaire de la Francophonie, visait à étudier les trajectoires des populations face aux chocs et aux crises, leurs capacités à y faire face, et donc, leur résilience. Dans le cadre de ce projet, un cadre d'analyse et une méthodologie pour un observatoire des crises et des résiliences a été développé. Deux zones d'intervention des ONGI avec WWH et DRC ont été concernées par le projet, sur financement du fonds Bekou.

L'Institut de Recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM) travaille dans le domaine de la coopération internationale depuis 1957, principalement dans les champs du développement rural et du développement local. Associant une expertise indépendante de haut niveau et un engagement éthique, l'IRAM intervient en Afrique, en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Asie du Sud-Est et en Europe.

Le groupe associatif IRAM est une structure indépendante qui combine : i) une implication concrète dans des opérations de développement au Nord comme au Sud ; ii) la production, à partir de ces expériences concrètes, de démarches, méthodes et outils ; iii) l'établissement de partenariats de longue durée avec des organisations du Sud ; iv) la contribution à des actions de plaidoyer à différentes échelles ; v) l'enseignement et la contribution à des initiatives de recherches.

L'Iram intervient en RCA depuis de nombreuses années (première mission en 1960) et ses activités se sont intensifiées depuis 2015. Actuellement, elle est l'un de membres du consortium piloté par la Croix rouge Française en charge de mettre en œuvre le projet I Yeke oko financé par l'AFD dans la Mambere Kadéï.

iram



I Yeke Oko

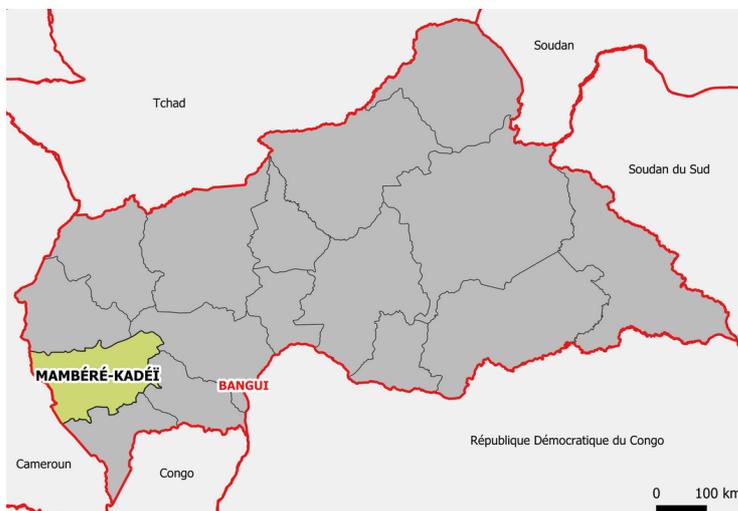
Appui au développement équilibré et durable des territoires impactés par les déplacements de populations issus du conflit centrafricain

Contexte du projet

En 2017, les zones Centre et Sud-ouest du pays, en particulier la **Mambere Kadéï**, sont considérées comme des zones relativement « sûres » et a priori propices aux interventions de relèvement, voire à une reprise du développement.

La Mambere Kadéï est alors néanmoins confrontée à un enjeu fort lié au retour des réfugiés, notamment des éleveurs très appauvris, qui ont fui au Cameroun pendant la crise.

Cette Préfecture constituait ainsi un espace stratégique pour mener un travail d'accompagnement du dialogue intercommunautaire et de reconstruction des liens sociaux et économiques, en s'appuyant sur les dynamiques existantes et en dépassant les approches humanitaires.



Historique du projet

- **Début 2017** : Dans un contexte de début de retour des réfugiés du Cameroun et à la demande de l'Ambassade de France, diagnostics socio-économique, agraire, institutionnel par l'Iram, avec l'appui de la Croix Rouge Française. Ils font état de potentialités de relance du dialogue entre communautés.
- **Entre juillet 2017 et mars 2018** : Mise en place et animation de dispositifs de dialogue. L'objectif est de contribuer à la réconciliation entre agriculteurs et éleveurs sur l'axe Berberati-Gamboula, dans le contexte de retour des éleveurs, réfugiés au Cameroun. Un accompagnement ciblé permet également de contribuer à l'émergence d'un plan de développement pour le territoire.
- **Septembre 2019 - avril 2023** : Projet I Yeke Oko (IYO), mise en œuvre de certains éléments issus de ce travail de planification concertée avec les acteurs locaux.

Le projet IYO s'inscrit dans une approche transfrontalière et intervient sur les deux préfectures frontalières en RCA (la Mambere Kadéï) et au Cameroun (la Kadey). L'Iram intervient uniquement en RCA, et en particulier au niveau de deux sous-préfectures (celle de Berberati et celle de Gamboula) ciblées en priorité, car étant des zones importantes de retours de réfugiés au démarrage de IYO. Dans ces 2 sous-préfectures, l'Iram intervient dans 4 communes : Basse Mambere (Sapoua), Basse Batouri (Wapo), Ouakanga (Nassolé), Basse Mboumbé (Gamboula).

Financé par



Coordonné par



En partenariat avec





Objectifs et actions mises en oeuvre

Selon une approche territoriale et dans une logique transfrontalière, le projet a pour objectif de contribuer au développement équilibré et durable des territoires touchés par les déplacements de populations issus du conflit centrafricain, en République centrafricaine et au Cameroun.

En RCA en particulier, l'Iram intervient sur les volets suivants :

- **Gouvernance locale** : il s'agit de renforcer les dynamiques de concertation initiées par les acteurs via :
 - Le renforcement des capacités des autorités locales (équipement, formation, appui-conseil...)
 - L'accompagnement de la mise en place de dispositif de dialogue et de concertation au niveau des communes d'intervention.
 - Le dialogue inter-acteurs autour des droits économiques et des droits agro-pastoraux.
- **Cohésion sociale et gestion des espaces** : il s'agit d'accompagner la définition et la mise en œuvre de nouveaux modes d'organisation de l'espace agro-pastoral adaptés aux réalités agraires et sociales des communes. Pour cela, sur les territoires identifiés comme pertinents, des comités de gestion agro-pastoraux ont été accompagnés, une cartographie des usages agro-pastoraux a été réalisé et des conventions locales de gestion des espaces ont été élaborées avec les différents acteurs ou en cours d'élaboration.
- **Développement économique local** : des diagnostics économiques participatifs ont été menés à l'échelle des communes d'intervention, et ont servi de base à l'élaboration de stratégies de développement économique (identifiant des maillons de filières prioritaires). La mise en œuvre de ces stratégies est en cours à travers : des appuis à des investissements économiques communaux, des appuis à des Organisations de producteurs et l'accompagnement de jeunes dans la mise en œuvre d'activités pertinentes dans le cadre de la stratégie communale.

Les perspectives

- Processus de capitalisation en cours au niveau de l'Iram articulé autour des 3 grands axes de travail (gouvernance locale, gestion des espaces et développement économique (publication à venir)
- **Avril 2023** : Fin de la mise en œuvre du projet.

Financé par



Coordonné par



En partenariat avec





Notes

A large rectangular area with a rounded border, containing 18 horizontal lines for writing notes.



Notes

A large rectangular area with a rounded border, containing 18 horizontal lines for writing notes.